

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R03-2021-288

PUBLIÉ LE 29 OCTOBRE 2021

Sommaire

Direction Générale de la Coordination et de l'Animation du Territoire /

R03-2021-10-29-00010 - 20211029 AP Prix Maxima produits pétroliers Guyane
novembre 2021 (5 pages)

Page 3

Direction Générale des Sécurités, de la Réglementation et des Contrôles /

R03-2021-10-29-00011 - Impression (14 pages)

Page 9

Direction Générale de la Coordination et de
l'Animation du Territoire

R03-2021-10-29-00010

20211029 AP Prix Maxima produits pétroliers
Guyane novembre 2021



Arrêté préfectoral n°

du 29 octobre 2021

Relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique

VU le code de commerce, notamment son article L.410-2 du livre IV relatif à la liberté des prix et de la concurrence ;

VU le code de l'énergie, notamment ses articles R.671-1 à R.671-13 et R.221-1 à R.221-30 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 modifiée tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant les conditions d'application du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence ;

VU le décret n°2013-1314 du 27 décembre 2013 réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU le décret du 13 avril 2021 portant nomination de M. François LE VERGER, administrateur civil, en qualité de sous-préfet, secrétaire général adjoint des services de l'État, en outre directeur général de la coordination et de l'animation territoriale de Guyane, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

VU le décret du 15 septembre 2021 relatif à la nomination de M. Mathieu GATINEAU, conseiller référendaire à la cour des comptes détaché, en qualité de sous-préfet, secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

VU l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code de l'énergie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014045-001 du 14 février 2014 relatif à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code de l'énergie ;

VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2020-05-14-004 du 14 mai 2020 relatif à l'organisation des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2021-09-30-00001 du 30 septembre 2021 relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique ;

VU les délibérations n° 5282 du 9 septembre 2015, n° 2017-22 du 21 avril 2017, n° 2017-81 du 18 décembre 2017, n° 2018-19 du 29 mars 2018, n° 2018-27, n° 2018-28, n° 2018-29 du 25 juin 2018 et n° AP-2020-1 du 27 janvier 2020 du Conseil Régional et de la Collectivité Territoriale de la Guyane ;

VU l'avis du directeur général de la cohésion et des populations ;

SUR PROPOSITION du directeur général de la coordination et de l'animation territoriale.

Le PRÉFET de la RÉGION GUYANE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTE :

I- Dispositions communes à l'ensemble des produits pétroliers réglementés

Article 1 : Les prix maximum hors taxes sortie raffinerie, communs aux trois départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, intégrant la mutualisation des prix d'acheminement et de passage en dépôt, figurent dans la structure des prix définie dans l'annexe I du présent arrêté.

Il en est de même des **prix limites de facturation** pouvant être pratiqués par la société anonyme de raffinerie aux Antilles (S.A.R.A.) dans le département de la Guyane, qui tiennent compte du jeu éventuel des arrondis calculés au stade des prix de détail ainsi que de la collecte temporaire prévue par les accords interprofessionnels au profit des opérateurs économiques chargés de la distribution.

II- Dispositions applicables aux produits pétroliers autres que le gaz domestique

Article 2 : Les **marges** limites de distribution au **stade de gros** et les prix limites de gros sont fixés comme suit :

Désignation	Marges de gros €/hl	Prix maximum de vente en gros €/hl
Super carburant sans plomb	9,085	175,960
Gazole (diesel)	9,085	153,960
Gazole non routier (GNR)	9,085	149,960
Gazole non routier (GNR) taux réduit ; délibération de la CTG n° 2018-27 du 25 juin 2018	9,085	126,960
Gazole non routier (GNR) partiellement détaxé ; délibération du CR n° 5282 du 9 septembre 2015	9,085	105,960
Fioul domestique (FOD)	9,085	126,960
Pétrole lampant	9,085	108,960

Article 3 : Les **marges** limites de distribution au **stade de détail** sont fixées comme suit:

Désignation	Marges de détail en €/hl
Super carburant sans plomb	11,04
Gazole (diesel)	11,04
Gazole non routier (GNR)	11,04
Gazole non routier (GNR) taux réduit ; délibération de la CTG n° 2018-27 du 25 juin 2018	11,04
Gazole non routier (GNR) partiellement détaxé ; délibération du CR n° 5282 du 9 septembre 2015	11,04
Fioul domestique (FOD)	11,04
Pétrole lampant	11,04

Article 4 : Les prix maximum de vente au détail à la pompe au consommateur sont les suivants :

DESIGNATION	PRIX maximum (€/l)
Super carburant sans plomb	1,87
Gazole (diesel)	1,65
Gazole non routier (GNR)	1,61
Gazole non routier (GNR) taux réduit ; délibération de la CTG n° 2018-27 du 25 juin 2018	1,38
Gazole non routier (GNR) partiellement détaxé ; délibération du CR n° 5282 du 9 septembre 2015	1,17
Fioul domestique (FOD)	1,38
Pétrole lampant	1,20

III- Prix du gaz domestique

Article 5 : Le prix maximum de vente au consommateur de la bouteille de gaz de 12,5 kg au magasin du dépositaire est fixé à 28,78 € TTC.

Article 6 : La structure du prix du gaz domestique est définie dans l'annexe II du présent arrêté.

Article 7 : Les éléments constitutifs du prix du gaz domestique (en € à la tonne) au stade dépositaire sont les suivants :

Prix maximum de vente, HT, du gaz sortie raffinerie	1 156,790
Frais d'approche	121,317
Octroi de mer (2 % du prix CAF)	25,562
Octroi de mer régional (3 % du prix CAF)	38,343
Taux de passage SARA	141,028
Marge industrielle	382,223
Marge de distribution	295,200
Marge additionnelle de mutualisation interne du transport	61,68
Marge de détail	80

Article 8 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, est applicable à compter du **lundi 1^{er} novembre 2021** à zéro heure.

Article 9 : Le directeur général de la coordination et de l'animation territoriale, auprès du préfet de la région Guyane, le directeur général de la cohésion et des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Cayenne, le 29 octobre 2021



- STRUCTURE DES PRIX MAXIMA DE CERTAINS PRODUITS PETROLIERS applicable au 1^{er} novembre 2021 zéro heure

Annexe I de l'arrêté préfectoral n°		Super sans plomb	Gazole route	GNR ¹	Gazole destiné à l'alimentation des moteurs fixes ² (Délib n° 2018-27)	Gazole destiné à certaines activités et sous certaines conditions (délib 5282)	(2) F.O.D (délib 2018)	Pétrole lampant	Fioul industriel (y compris EDF)
1		Coût des achats de pétrole brut (Millions €)							
2		Coût des achats des autres produits (Millions d'€)							
3		Coût de raffinage et logistique (millions d'€)							
4		Dont achèvement mutualisé entre la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique							
5		Dont Stockage mutualisé							
6		Rémunération des capitaux investis (Millions d'€)							
7		CA produits et services non réglementés (Millions d'€)							
8		CA produits et services réglementés (1+2+3+4-5) (Millions d'€)							
9		Quantité vendue (T)							
10		Prix pivot des produits et services réglementés (6/7) (€/T)							
11		Coefficient de Commercialité							
12		Densité							
13		PRIX MAXIMUM HT DE SORTIE RAFFINERIE (8*9*10) (€/hl sauf fioul en €/T)							
GUYANE									
14		0,031	0,431	0,075	-0,055	-0,347	-0,314	0,306	
15		94,546	94,821	94,465	94,335	94,043	92,018	95,133	875,565
16		1,890	1,888	1,888	1,888	1,888	1,847	1,897	17,511
17		2,835	2,832	2,832	2,832	2,832	2,770	2,845	26,267
18		63,960	41,690	41,690	18,820	18,820	18,820		
19		68,685	46,410	46,410	23,540	2,832	23,437	4,742	43,778
20		3,644	3,644				2,420		
21		9,085	9,085	9,085	9,085	9,085	9,085	9,085	9,085
22		175,960	153,960	149,960	126,960	105,960	126,960	108,960	919,343
23		11,040	11,040	11,040	11,040	11,040	11,040	11,040	11,040
24		187,000	165,000	161,000	138,000	117,000	138,000	120,000	120,000
25		1,87	1,65	1,61	1,58	1,17	1,38	1,20	1,20
PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE AU DETAIL AU LITRE									

(*) Octroi de mer : taxe calculée sur le prix de sortie raffinerie : 2%

(**) Octroi de mer régional : Taxe calculé sur le prix de sortie raffinerie : 3%

(***) CZE : contributions au titre des obligations relatives aux certificats d'économie d'énergie prévues par la réglementation pour le SP et GO CZE: 2,692 et CZE précarité: 0,952

(****) CZE : contributions au titre des obligations relatives aux certificats d'économie d'énergie prévues par la réglementation pour le FOD CZE: 1,788 et CZE précarité: 0,632

(1) Gazole Non Routier défini par l'arrêté de décembre 2010 modifié. TSC 41,69€/hl pour le gazole. Délégation n° 2018-19 du 29 mars 2018.

(2) Délégation modificative de la Collectivité Territoriale de Guyane n° 2018-27 du 25 Juin 2018: TSC de 18,82 €/hl pour le gazole destiné à l'alimentation des moteurs fixes.

(3) Délégation du Conseil Régional n° 005282 du 9 septembre 2015. Exonération d'octroi de mer et de TSC si les produits pétroliers sont utilisés dans les conditions et secteurs d'activité prévus dans la délibération susvisée

Annexe II de l'arrêté préfectoral n° applicable au 1^{er} novembre 2021 **zéro heure**

		Butane €/T	Butane €/bouteille de 12,5 kg
MATIERE			
1	PRIX Sortie Raffinerie	1156,790	14,460
2	Frais d'approche	121,317	1,516
3	Prix CAF	1278,107	15,976
4	Octroi de mer *	25,562	0,320
5	Octroi de mer régional **	38,343	0,479
6	TOTAL Taxes (4+5)	63,905	0,799
7	Taux de Passage SARA	141,028	1,763
8	Prix Vrac Sortie Sphère (3+6+7)	1483,041	18,538
9	Marge Industrielle	382,223	4,778
10	Prix Sortie centre d'enfutage (8+9)	1865,263	23,316
11	Marge de Distribution	295,200	3,690
12	Marge Additionnelle de mutualisation interne du transport	61,68	0,771
13	Marge de détail	80,000	1,000
14	Prix maximum de vente (10+11+12+13)	2302,14	28,78
TAXES			
ENFUTAGE			
VENTE			

(*) octroi de mer : taxe calculée sur le Prix CAF: 2 %

(**) octroi de mer régional : taxe calculée sur le Prix CAF : 3%



Direction Générale des Sécurités,de la
Règlementation et des Controles

R03-2021-10-29-00011

Impression



**Arrêté n°R03-2021-10-29-0000
portant mesures de prévention et restrictions nécessaires
pour lutter contre la propagation de la COVID-19 dans le département de la Guyane**

Le préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le règlement sanitaire international ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code général des impôts ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code électoral ;
- VU** la loi n° 2021-1172 du 11 septembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer ;
- Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** l'ordonnance n°2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2005-1514 du 06 décembre 2005 modifié relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer ;
- Vu** le décret n°89-655 du 13 septembre 1989 modifié relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires ;
- Vu** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République française ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret du 25 novembre 2020 nommant monsieur Thierry QUEFFELEC, préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;
- Vu** l'arrêté n°2015279_0003_PREF du 6 octobre 2015 réglementant dans le département de la Guyane la police des débits de boissons et restaurants et déterminant les zones protégées pour les débits de boissons à consommer sur place et les lieux de vente de tabac manufacturé ;
- Vu** l'arrêté du 7 juin 2021 modifié identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R03-2021-09-01-00007 du 1^{er} septembre 2021 portant diverses mesures relatives à la

lutte contre la propagation du virus COVID-19 ;

Vu l'instruction du Premier ministre n°6248/SG du 22 février 2021 relative aux mesures transfrontalières mises en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le point épidémiologique hebdomadaire régional de Santé publique France du 28 octobre 2021 ;

Vu les avis de la cellule interministérielle de crise de la Guyane ;

Vu la décision du 9 septembre 2021, jointe en annexe du présent arrêté, cosignée par le président de la collectivité territoriale de Guyane, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane et le préfet de la région Guyane, portant création du comité citoyen de la transparence ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la loi n° 2021-1172 du 11 septembre 2021, l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer a été prorogé jusqu'au 15 novembre 2021 ;

Considérant que la précocité des mesures de distanciation physique, du confinement initial et du *contact tracing* intensif, a eu un impact significatif en Guyane ;

Considérant que pour se protéger et protéger les autres, toute personne doit appliquer et respecter les règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » dans tous lieux et espaces publics ainsi que dans tous les moments de la vie quotidienne dès lors qu'elle est en contact avec d'autres personnes ;

Considérant que le taux d'incidence est de 224 cas confirmés pour 100000 habitants le 28 octobre 2021 ;

Considérant qu'entre la semaine 42 et la semaine 41 :

- La tendance est à la baisse sur les secteurs de l'île de Cayenne (Matoury, Cayenne, Rémire-Montjoly, Montsinéry-Tonnegrande), des Savanes (Iracoubo, Sinnamary, Jourou, Tonate-Macouria), Littoral Ouest (Awala-Yalimapo, Saint-Laurent-du-Maroni, Mana) ;
- La tendance est à une légère hausse sur le secteur du Maroni (Apato, Grand-Santi, Papaïchton, Maripasoula) ;
- La tendance est à la hausse sur le secteur de l'Oyapock (Ouanary, Camopi, Saint-Georges) ;
- La circulation virale est faible sur le secteur Intérieur-Est (Roura, Régina) ;
- Il n'y a pas de circulation virale détectée dans le secteur de l'Intérieur (Saül, Saint-Elie) ;
- que le variant delta représente 99 % des cas positifs ;

Considérant que pour la quatrième semaine consécutive, la tendance globale est à la baisse, à un rythme toujours notable ; que le taux d'incidence a baissé de 15% en une semaine, que le R effectif s'établit à 0,78 ; que le taux de positivité est stable à 9% ; que le pic de la quatrième vague a été franchi fin septembre ; que le nombre de décès a baissé en semaine 42 ; que la baisse des nouvelles hospitalisations s'est poursuivie en semaine 42 (-35%) ; que dans ce contexte le maintien des gestes barrière et de mesures de freinage adaptées sont nécessaires pour poursuivre le recul de l'épidémie ;

Considérant que la tendance est en particulier à la baisse sur les communes actuellement classées en zone orange, telles que mentionnées au I de l'article 1^{er} de l'arrêté n° R03-2021-10-27-00001 du 27 octobre 2021.

Considérant que le Brésil et le Suriname sont classés en zone rouge des territoires confrontés à une circulation particulièrement active de l'épidémie de covid-19 ou à la propagation de certains variants du SARS-CoV-2 caractérisés par un risque de transmissibilité accrue ou d'échappement immunitaire ;

Considérant qu'au 28 octobre 2021, 66,9 % de la population guyanaise de plus de 12 ans n'a pas de schéma vaccinal complet ; que ce niveau de couverture est trop faible pour protéger la population ;

Considérant que la vaccination permet d'éviter plus de 90 % des formes sévères du SARS-CoV-2 et réduit significativement le risque d'infection et de transmission du virus ;

Considérant qu'au regard de l'évolution du contexte sanitaire et aux constatations effectuées par les forces de sécurité intérieure, il y a lieu de prolonger certaines mesures restrictives de la liberté de circulation et de la liberté d'aller et de venir, ainsi que des mesures de restriction ou d'interdiction d'activités sur tout ou partie du département selon les circonstances et de réglementer tous les déplacements non essentiels, afin de freiner la propagation du virus COVID-19 sur le territoire de la Guyane et d'éviter un processus de « re-confinement » général de la population ;

Considérant que, par ordonnance du 25 octobre 2021, le juge des référés du tribunal administratif de la Guyane a suspendu l'arrêté du 22 octobre 2021 ; que cette suspension est intervenue alors que la situation épidémique ne permettait pas une levée aussi précoce des mesures litigieuses, ce qui a conduit l'administration à faire appel de cette décision devant le Conseil d'Etat tout en exécutant à titre provisoire l'ordonnance de suspension ; que,

depuis cette date, la tendance à la baisse des indicateurs épidémiologiques, notamment en zone orange, se confirme, dans des proportions qui ne justifient plus à présent le rétablissement de ces mesures ; qu'il y a donc lieu de confirmer les règles actuellement en vigueur indépendamment de l'issue de la procédure d'appel qui a désormais perdu son objet ;

Sur proposition de madame la Directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, Directeur général de la sécurité, de la réglementation et des contrôles,

ARRÊTE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS CONCERNANT LA LIBERTE DE CIRCULATION, LA LIBERTE D'ALLER ET DE VENIR ET LES TRANSPORTS

Article 1^{er} – Cartographie sanitaire de la Guyane

I. - Les communes de la Guyane sont classées selon le niveau et l'évolution du taux d'incidence glissant sur 7 jours des cas positifs à la COVID-19 :

- En zone verte : Apatou, Awala-Yalimapo, Grand-Santi, Iracoubo, Maripasoula, Papaïchton, Régina, Roura, Saint-Elie, Saül ;

- En zone orange : Cayenne, Kourou, Macouria, Mana, Matoury, Montsinéry-Tonnegrande, Rémire-Montjoly, Saint-Laurent du Maroni, Sinnamary ;

II. Les mesures de restrictions fixées par le présent arrêté sont levées dans les communes de Camopi, Ouanary et Saint-Georges, à l'exception de l'obligation du passe sanitaire pour les établissements, lieux, services et événements mentionnés à l'article 10 du présent arrêté.

Article 2 – Rassemblements et capacité d'accueil des établissements recevant du public

I. - Tout rassemblement, réunion ou activité sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public, qui n'est pas interdit par le décret du 1^{er} juin 2021 susvisé et le présent arrêté, est organisé dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions générales du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

II. - Les organisateurs des manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure adressent au préfet, sans préjudice des autres formalités applicables, une déclaration contenant les mentions prévues à l'article L. 211-2 du même code, en y précisant, en outre, les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions générales du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-4 du code de la sécurité intérieure ;

III. - sur l'ensemble du territoire, tout rassemblement, réunion ou activité sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public, autre que ceux mentionnés aux I. et II, mettant en présence de manière simultanée :

- plus de 50 personnes en zone verte ;

- plus de 10 personnes en zone orange ;

est interdit, à l'exception :

- des rassemblements, réunions ou activités à caractère professionnel ;

- des services de transport de voyageurs ;

- des établissements recevant du public dans lesquels l'accueil du public n'est pas interdit en application du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé et du présent arrêté ;

- des cérémonies funéraires organisées hors des établissements, dans la limite de 50 personnes ;

- des cérémonies publiques mentionnées par le décret du 13 septembre 1989 susvisé ;

- des visites guidées, des sorties touristiques organisées par des personnes titulaires d'une carte professionnelle et les sorties en carrets,

- des activités sportives (compétitions, entraînements) pratiquées en dehors d'un établissement recevant du public.

- des réunions électorales dans le cadre des élections consulaires qui se dérouleront du 27 octobre au 9 novembre 2021 ;

IV. - Le préfet peut interdire l'organisation d'un rassemblement, réunion ou activité selon les modalités des I., II. et III., après analyse des facteurs de risques et notamment :

1° De la situation sanitaire générale et de celle des territoires concernés ;

2° Des mesures mises en œuvre par l'organisateur afin de garantir le respect des dispositions générales du décret du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé et du présent arrêté ;

3° Des dispositions spécifiquement prises par l'organisateur afin de prévenir les risques de propagation du virus propres à l'évènement concerné.

Il peut y être mis fin à tout moment.

Article 3 – Restrictions de déplacements

I. - **Sur l'ensemble du territoire**, les déplacements de personnes hors de leur lieu de résidence sont interdits pendant les horaires de couvre-feu en évitant tout regroupement de personnes :

- **en zone verte, tous les jours de 21H00 à 5H00,**

- **en zone orange, du lundi au samedi de 19H00 à 5H00 et du samedi 19H00 au lundi 5H00,**

en dehors des exceptions suivantes :

1° Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle ou le lieu d'enseignement et de formation ainsi que les déplacements professionnels insusceptibles d'être différés, ne pouvant être organisés sous forme de télétravail, y compris les livraisons de fret ;

2° Déplacements pour des consultations, examens, actes de prévention et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ou pour l'achat de produits de santé ;

3° Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou précaires, pour la garde d'enfants, pour le répit et l'accompagnement des personnes handicapées ;

4° Déplacements pour répondre à une convocation judiciaire ou administrative ou pour se rendre chez un professionnel du droit pour un acte ou une démarche qui ne peuvent être réalisés à distance ;

5° Déplacements pour participer à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative ;

6° Déplacements liés à des transferts ou transits vers ou depuis les aéroports dans le cadre de déplacements de longue distance ;

7° Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie ;

8° Déplacements pour la chasse ou la pêche, modes traditionnels de subsistance sur le territoire, sous réserve que ces derniers répondent exclusivement aux besoins vitaux de la famille ;

9° Approvisionnement en denrées ou matériels et livraison de fret ;

10° Déplacements entre un hébergement touristique situé en zone verte, proposé par un professionnel du tourisme, et le domicile.

11° Déplacements à destination ou en provenance d'un lieu de culte le dimanche ;

12° Déplacements entre un établissement, lieu, service ou évènement mentionné à l'article 10 du présent arrêté, autorisé à déroger à l'heure de couvre feu ;

13° Déplacements pour se rendre à des réunions électorales dans le cadre des élections consulaires qui se dérouleront du 27 octobre au 9 novembre 2021 ;

II. - Par dérogation au I. les établissements, lieux, services ou évènements mentionnés à l'article 10 du présent arrêté peuvent accueillir du public jusqu'à 22H30 tous les jours de la semaine, y compris le dimanche en zone orange, dans les conditions fixées aux articles 10 à 20 du présent arrêté.

III.- Les personnes souhaitant bénéficier de l'une des exceptions mentionnées aux I. et II. se munissent, lors de leurs déplacements hors de leur domicile, d'un justificatif du déplacement considéré entrant dans le champ de l'une de ces exceptions, sur support papier ou numérique.

Article 4 – Services et autorités non soumis aux restrictions de déplacements

Les forces de sécurité intérieure, les forces armées, les agents des douanes, les services d'urgence, les personnels et véhicules du service départemental d'incendie et de secours, des professionnels de santé médicaux et para-médicaux dûment identifiés, les élus des collectivités territoriales et les représentants nationaux, les agents des polices municipales et les véhicules d'intervention des organismes chargés du maintien des services publics indispensables ne sont pas concernés, dans le cadre de l'exercice de leurs missions, par les dispositions des articles 3.

Article 5 – Conditions de déplacement au départ et à destination de la Guyane

I.-Toute personne de douze ans ou plus souhaitant se déplacer entre la Guyane et le reste du territoire national doit être munie d'un justificatif de son statut vaccinal délivré dans les conditions mentionnées au 2° de l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

Les déplacements des personnes ne disposant pas d'un tel justificatif ne sont autorisés que s'ils sont fondés sur un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, un motif de santé relevant de l'urgence ou un motif professionnel ne pouvant être différé. Ces personnes doivent se munir des documents permettant de justifier du motif de leur déplacement et :

- 1° Du résultat d'un examen de dépistage mentionné au 1° de l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé réalisé moins de 72 heures avant le déplacement ou d'un test mentionné à ce même 1° réalisé moins de 48 heures avant le déplacement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent 1° sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;

- 2° D'une déclaration sur l'honneur attestant :

-qu'elles acceptent qu'un test ou examen de dépistage mentionné au 1° de l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé puisse être réalisé à leur arrivée ;

-qu'elles s'engagent à respecter un isolement prophylactique de sept jours après leur arrivée et à réaliser, au terme de cette période, un examen de dépistage mentionné au 1° de ce même article.

Les deux premiers alinéas et le 2° du présent I ne s'appliquent pas aux personnes mineures ne disposant pas d'un justificatif de leur statut vaccinal et qui accompagnent une ou des personnes majeures qui en sont munies

II - Toute personne de douze ans ou plus souhaitant effectuer un déplacement à destination de la Guyane en provenance d'un pays classé dans la zone rouge définie par arrêté du ministre chargé de la santé, notamment le Brésil et le Suriname, doit être munie :

1° du résultat d'un examen de dépistage RT-PCR ou un test antigénique réalisé moins de 48 heures avant le déplacement, ne concluant pas à une contamination par la COVID-19.

2° d'un justificatif de son statut vaccinal délivré dans les conditions mentionnées au 2° de l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 sus-visé. Le présent 2° ne s'applique pas aux personnes mineures accompagnant une ou des personnes majeures munies du justificatif de leur statut vaccinal.

3° à défaut d'un statut vaccinal :

- justifier d'un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, d'un motif de santé relevant de l'urgence ou d'un motif professionnel ne pouvant être différé, sur présentation d'une déclaration sur l'honneur du motif de son déplacement accompagnée d'un document permettant de justifier dudit motif ;

- présenter une déclaration sur l'honneur attestant :

- qu'elle accepte qu'un test ou examen de dépistage RT-PCR ou un test antigénique puisse être réalisé à son arrivée ;

- qu'elle s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée et à réaliser, au terme de cette période, un examen de dépistage mentionné au 1° de ce même article.

- du lieu dans lequel elle envisage d'effectuer, ainsi, le cas échéant, que la ou les personnes mineures qui l'accompagnent, la mesure de quarantaine ou d'isolement mentionnée au II de l'article 24 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé, assortie, si le lieu choisi n'est pas mis à disposition par l'administration, de tout justificatif permettant d'en attester l'adresse et l'accessibilité pour les agents de contrôle.

III. - toute personne de douze ans ou plus souhaitant se déplacer par voie aérienne à l'intérieur du territoire de la Guyane doit être munie d'un justificatif de son statut vaccinal délivré dans les conditions mentionnées au 2° de

l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 sus-visé. Cela ne s'applique pas aux personnes mineures accompagnant une ou des personnes majeures munies du justificatif de leur statut vaccinal.

A défaut d'un statut vaccinal, toute personne de douze ans doit justifier son déplacement d'un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, d'un motif de santé relevant de l'urgence ou d'un motif professionnel ne pouvant être différé, sur présentation d'une déclaration sur l'honneur du motif de son déplacement accompagnée d'un document permettant de justifier dudit motif ;

IV. - Par dérogation au II. les déplacements de personnes par le point de frontière terrestre (pont de Saint-Georges de l'Oyapock) ou par voie maritime, en provenance du Brésil et à destination de la Guyane sont interdits, à l'exception :

- de ceux nécessaires au transport de marchandises ;

- de ceux nécessaires à des soins médicaux de ressortissants étrangers dont l'absence mettrait en jeu le pronostic vital ou pourrait conduire à une altération grave et durable de l'état de santé de la personne ou de l'enfant à naître et habituellement suivi au centre délocalisé de prévention et de soins (CDPS) de Saint-Georges, sous réserve de figurer sur une liste établie par un médecin du CDPS 48 heures avant ledit passage, validée par l'agence régionale de santé de la Guyane et transmise au service territorial de la police aux frontières de la Guyane et au représentant de l'État en Guyane.

Toute personne concernée est prise en charge par les équipes du CDPS dès son arrivée sur le pont de Saint-Georges de l'Oyapock et jusqu'à son retour à ce point de frontière terrestre.

V. - L'entrée et la sortie du territoire guyanais s'effectuent uniquement par l'un des points de passage de frontière suivants :

1° frontière aérienne : l'aéroport international de Cayenne-Félix Eboué ;

2° frontières maritimes : le bac international de Saint-Laurent du Maroni et, sur demande préalable, le port de Dégrad des Cannes ;

3° frontière terrestre : le pont de Saint-Georges de l'Oyapock.

Article 6 – Mesure individuelle de mise en quarantaine

I. - Sur proposition de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane, fait l'objet d'une mesure individuelle de mise en quarantaine ou de placement et maintien en isolement d'une durée de 10 jours :

1° toute personne entrant sur le territoire de la Guyane présentant à son arrivée, des symptômes d'infection à la COVID-19 ;

2° toute personne entrant sur le territoire de la Guyane ne pouvant justifier du résultat d'un examen de dépistage RT-PCR ou un test antigénique ne concluant pas à une contamination par la COVID-19, dans les conditions fixées aux III. et IV. de l'article 5 du présent arrêté, sauf exceptions prévues au IX. du présent article. La personne se soumet au plus vite à la réalisation d'un examen biologique de dépistage virologique.

3° toute personne de douze ans ou plus dont le résultat du test antigénique réalisé à l'arrivée en Guyane est positif. Elle devra réaliser un test PCR le 7^{ème} jour. En cas de test positif, la mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement sera prolongée dans les conditions prévues au VIII. du présent article.

II. - La mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement est notifiée individuellement par le service territorial de la police aux frontières de la Guyane ou, pour toute entrée par le point de passage de frontière maritime de Dégrad des Cannes, la direction régionale des douanes de Guyane. Le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cayenne en est informé sans délai.

III. - Après examen de la situation individuelle par l'agence régionale de santé de Guyane, la mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement se déroule, au choix de la personne qui en fait l'objet à son domicile ou dans un autre lieu d'hébergement de son choix, adapté à la mise en œuvre des consignes sanitaires qui lui sont prescrites. En cas de partage du lieu de résidence avec d'autres occupants (liens familiaux ou non), elle s'effectue dans le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » et en s'isolant des autres occupants, afin de limiter les risques de contamination au sein du domicile.

IV. - Durant la période de quarantaine ou de placement et maintien en isolement, tout déplacement hors du domicile déclaré ou de l'hébergement dédié est interdit, sauf pour motif de santé, prononcé sous avis médical.

V. - La personne faisant l'objet d'une mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement l'effectue dans les conditions suivantes :

1° elle se fait apporter ou livrer, à ses frais, dans son lieu d'hébergement, les biens et services de première nécessité, notamment alimentaires, dans le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » ;

2° elle a accès, dans ses conditions habituelles d'utilisation, aux moyens de communication téléphonique ou électronique permettant de communiquer librement avec l'extérieur, depuis son domicile ou dans le lieu d'hébergement de son choix ;

3° aux fins de la poursuite de la vie familiale, elle peut recevoir la visite de ses ascendants ou descendants directs, sous réserve du respect des autres dispositions du présent arrêté et des règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » ;

4° elle est régulièrement informée et fait l'objet d'un suivi médical, notamment téléphonique, ainsi que, le cas échéant, d'un accompagnement, social, médical ou médico-psychologique ;

5° Si la personne concernée par la mesure est susceptible d'effectuer sa période de quarantaine ou de placement et maintien en isolement dans un contexte d'actes de violence, elle fait l'objet de conditions spécifiques adaptées à sa situation, conformément aux dispositions de l'article 25 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

VI. - Par exception au III. du présent article, le représentant de l'Etat dans le département peut s'opposer au choix du lieu retenu par la personne faisant l'objet d'une mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement s'il apparaît que les caractéristiques de ce lieu ou les conditions de son occupation ne répondent pas aux exigences sanitaires requises. Si la personne concernée n'est pas en mesure de trouver un autre lieu d'hébergement répondant aux exigences sanitaires, elle effectue alors la mesure dans un lieu d'hébergement déterminé par les services de l'État en Guyane. Par exception au 1° du V., les frais d'hébergement et ceux liés à la fourniture de produits de première nécessité sont pris en charge par les autorités sanitaires.

VII. - La personne concernée par la mesure individuelle de mise en quarantaine ou de placement et maintien en isolement peut, à tout moment, demander au juge des libertés et de la détention, sa mainlevée. La requête

motivée, signée et accompagnée de toute pièce justificative utile est adressée au greffe par tout moyen, et notamment par voie postale (Tribunal judiciaire de Cayenne - 15 avenue du Général de Gaulle - 97300 CAYENNE) ou par voie électronique (accueil-cayenne@justice.fr), à l'attention de Monsieur le Juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Cayenne. La procédure se déroule conformément aux dispositions prévues aux articles R3131-20 et R3131-21 du code de la santé publique.

VIII. - La durée de la mesure de quarantaine ou de placement et maintien en isolement ne peut excéder 14 jours. Elle peut être renouvelée dans les conditions prévues au II. des articles L3131-17 et R3131-19 à R3131-25 du code de la santé publique, dans la limite d'une durée maximale d'un mois.

IX. - Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas, sous réserve qu'ils respectent les règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » et portent un masque homologué :

1° aux personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire ou aux activités essentielles à la continuité de la Nation, sous réserve qu'ils en fassent, au préalable, la demande expresse au représentant de l'État dans le département ;

2° aux marins en relève, à condition qu'ils effectuent un trajet direct et sans nuitée entre leur point d'arrivée sur le territoire guyanais et l'embarquement au port.

Article 7 – Escale des navires

I. - L'escale des navires est conditionnée, dans les eaux intérieures et territoriales françaises de la zone maritime Guyane, à la présentation d'un document comportant les mesures sanitaires mises en œuvre afin d'assurer le respect des dispositions de l'article 6 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

Le préfet peut interdire à l'un de ces navires de faire escale lorsque ce dernier présente un risque sanitaire ou si le transporteur ne met pas en œuvre les obligations applicables en vertu de la réglementation.

II. - L'escale d'un navire de plaisance dans les eaux intérieures et territoriales françaises de la zone maritime Guyane est autorisée pour les navires battant pavillon d'un État de l'Union européenne, en deux points du territoire de la Guyane :

1° la marina de Saint-Laurent du Maroni, à l'Ouest ;

2° la marina de Degrad-des-Cannes, à l'Est.

III. - L'escale, le mouillage dans les eaux intérieures et les eaux territoriales françaises de la zone maritime Guyane, ainsi que le débarquement de toute personne, sont interdits pour les navires de plaisance ne battant pas pavillon d'un État de l'Union européenne.

IV. - Tout capitaine d'un navire ayant l'intention de faire escale ou mouiller dans les eaux territoriales ou intérieures françaises en zone maritime Guyane, ayant à son bord une personne présentant des symptômes de la COVID-19, est tenu de signaler immédiatement ce cas au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Antilles-Guyane (CROSS AG). En l'attente des consignes du CROSS AG, les personnes embarquées doivent rester à bord du navire.

Article 8 – Transport par voies fluviales et maritimes

I. - Dans le cadre des limitations fixées aux articles 3 et 5 du présent arrêté, le transport de personnes sur les cours d'eau et en mer, assuré par tous types d'embarcations, y compris les canoës-kayaks utilisés aux fins de randonnée, par des particuliers ou des professionnels, s'effectue en adoptant la plus grande distance possible entre les passagers ou groupes de passagers ne voyageant pas ensemble. Les personnes transportées portent un masque de protection et se lavent les mains au savon ou au gel hydroalcoolique au départ et à l'arrivée.

Article 9 – Taxis et transports collectifs de moins de neuf places

Le transport de voyageurs par les services de transport public particulier de personnes et les services privés ou publics de transport collectif réalisés avec des véhicules de moins de neuf places hors conducteurs, s'effectue conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS CONCERNANT LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES, LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET AUTRES ACTIVITES

Article 10 – Passe sanitaire

I. - Conformément aux dispositions de l'article 47-1 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé, sur l'ensemble du territoire de la Guyane, les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies dans certains établissements, lieux, services et événements, notamment :

- Les salles d'auditions, de conférences, de projection, de réunions, de spectacles ou à usages multiples,
- Les chapiteaux, tentes et structures,
- Les établissements d'enseignement pour les activités qui ne se rattachent pas à un cursus de formation ou qui accueillent des spectacles ou participants extérieurs ;
- Les établissements à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire,
- Les établissements sportifs de plein air,
- Les établissements sportifs couverts,
- Les établissements de culte pour les événements ne présentant pas un caractère cultuel ;
- Les musées et salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle ayant un caractère temporaire, sauf pour les personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche ;
- Les bibliothèques et centres de documentation, à l'exception, d'une part, des bibliothèques universitaires, des bibliothèques spécialisées et des personnes accédant à ces établissements pour des motifs professionnels ou à des fins de recherche ;
- Les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public ou dans un lieu ouvert au public et susceptibles de donner lieu à un contrôle de l'accès des personnes ;
- Les compétitions et manifestations sportives soumises à une procédure d'autorisation ou de déclaration et qui ne sont pas organisées au bénéfice des sportifs professionnels ou de haut niveau ;
- Les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions ;

- Les restaurants, débits de boissons, et, pour leur activité de restauration et de débit de boissons, les établissements flottants et hôtels, sauf pour le service d'étage des restaurants et bars d'hôtels, la restauration collective en régie et sous contrat, la vente à emporter de plats préparés, la restauration non commerciale, notamment la distribution gratuite de repas.

- Les foires et salons professionnels ainsi que, lorsqu'ils rassemblent plus de cinquante personnes, les séminaires professionnels organisés en dehors des établissements d'exercice de l'activité habituelle.

- Les services de transport public aérien ;

- Les services collectifs réguliers non conventionnés de transport routier.

II. - La présentation du passe sanitaire s'applique également au personnel en contact avec le public.

Article 11 – Commerces, centres commerciaux,

I. - Les magasins de vente et centres commerciaux, ouverts au public, doivent respecter les règles d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » prévues à l'article 27 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé et aux articles 2 et 17 du présent arrêté ;

II. - Les magasins de vente et centres commerciaux peuvent accueillir du public dans le respect des conditions suivantes :

1° Les établissements dont la surface de vente est inférieure à 8 m² ne peuvent accueillir qu'un client à la fois ;

2° Les établissements dont la surface de vente est supérieure à 8 m² ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m² ;

3° La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis l'extérieur de celui-ci.

III. - Les commerces, centres commerciaux ferment leur établissement au public au plus tard une demi-heure avant les heures de couvre-feu, afin de permettre aux clients de respecter la mesure d'interdiction de circulation à l'exception des pharmacies pour la vente exclusive de médicaments et les stations-services pour la vente exclusive de carburant.

Article 12 – Vente à emporter de boissons alcooliques

I. - La vente à emporter de boissons alcooliques appartenant aux groupes 3, 4 et 5 au sens de l'article L3321-1 du code de la santé publique est interdite tous les jours entre 18h30 et 6h00, sur l'ensemble du territoire.

II. – La consommation d'alcool sur la voie publique est interdite sur l'ensemble du territoire.

Article 13 – Restaurants, débits de boissons et commerces ambulants

L'accueil du public dans les restaurants et les débits de boissons à consommer sur place, s'effectue dans les conditions suivantes et en application des mesures prévues dans le protocole national établi par la profession :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté.

2° autorisé uniquement aux terrasses extérieures et aux espaces de plein air, dans les espaces couverts, dont deux côtés au minimum permettent la circulation libre de l'air par des ouvertures au moins égales à la moitié de leur surface et ne pouvant être obstruées et dans les salles fermées équipées d'un système de purification de l'air conditionné ;

3° les personnes accueillies ont une place assise ;

4° une même table ne peut regrouper que des personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble, dans la limite de six personnes ;

5° une distance minimale de deux mètres est garantie entre les chaises occupées par chaque personne, sauf si une paroi fixe ou amovible assure une séparation physique. Cette règle de distance ne s'applique pas aux groupes, dans la limite de six personnes, venant ensemble ou ayant réservé ensemble ;

6° la capacité maximale d'accueil de l'établissement, limitée à 1 personne pour 8 m² de la surface ouverte au public, est affichée et visible depuis la voie publique ;

7° chaque personne accueillie renseigne individuellement sur un support spécifiquement prévu à cet effet ses nom et prénom, ainsi que les informations permettant de la contacter. Ces informations sont conservées par le

gérant de l'établissement pendant une durée de quinze jours, avant d'être détruites, et ne peuvent être utilisées que pour la mise en œuvre du processus d'identification et de suivi des personnes ayant été en contact avec un cas confirmé de COVID-19 ;

8° portent un masque de protection :

- le personnel des établissements y compris en cuisine ;
- les personnes accueillies de onze ans ou plus lors de leurs déplacements au sein de l'établissement.

9° Le personnel en contact avec le public doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

Article 14 – Discothèques, cinémas, théâtres, salles de jeux et de spectacle

I. - Les discothèques et tous autres établissements à caractère commercial ayant pour objet l'exploitation d'une piste de danse sont fermés au public.

II. - Les cinémas, les théâtres, les salles de spectacles ou à usage multiple, les chapiteaux, tentes et structures et les salles de jeux sont ouverts au public dans les conditions suivantes :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;

2° le public est assis avec un siège laissé libre entre ceux occupés par chaque personne ou groupe de personnes partageant le même domicile ;

3° l'emplacement situé immédiatement derrière un emplacement occupé est laissé inoccupé ;

4° mise à disposition de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie ;

5° la capacité d'accueil ne peut excéder 50 % de la capacité d'accueil de l'établissement ;

6° toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans ces établissements porte un masque de protection ;

7° la consommation de boissons ou d'aliments dans la salle est interdite ;

8° le gestionnaire de l'établissement s'assure à tout moment du respect des dispositions mentionnées au présent article ;

9° Le personnel en contact avec le public doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

Article 15 – Cultes

I. - Dans les établissements de culte, l'accueil du public lors des cérémonies religieuses est organisé dans les conditions suivantes :

1° une distance minimale de deux emplacements (1 m minimum) est laissée entre ceux occupés par chaque personne ou groupe de personnes partageant le même domicile ;

2° l'emplacement situé immédiatement derrière un emplacement occupé est laissé inoccupé ;

3° mise à disposition de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie ;

4° la capacité d'accueil ne peut excéder 50 % de la capacité d'accueil de l'établissement ;

II. - Toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans ces établissements porte un masque de protection. L'obligation du port du masque ne fait pas obstacle à ce que celui-ci soit momentanément retiré pour l'accomplissement des rites qui le nécessitent.

III. - Le gestionnaire du lieu de culte s'assure à tout moment, et en particulier lors de l'entrée et de la sortie de l'édifice et lors des cérémonies, du respect des dispositions mentionnées au présent article.

IV - Pour les événements ne présentant pas un caractère culturel, les personnes de plus de 12 ans et deux mois ainsi que le personnel accueillant doivent présenter un passe sanitaire, conformément à l'article 10 du présent arrêté.

Article 16 – Activités sportives

I. - En zone orange, seuls les établissements sportifs en plein air et les halls sportifs couverts avec ventilation naturelle peuvent accueillir du public ;

II. - Tous les établissements et autres structures destinés à la pratique d'activités physiques et sportives en zone verte et ceux mentionnés au I. pour la zone orange, peuvent accueillir du public, dans les conditions suivantes :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;

2° mise en place d'une jauge limitée à 1 personne pour 8 m² de surface du local accueillant du public et permettant la régulation des flux au sein de l'établissement afin de garantir le respect d'une distanciation physique de 2 mètres, sauf lorsque par sa nature même, l'activité ne le permet pas ;

3° port du masque au sein de l'établissement sauf pendant un effort physique à haute intensité ;

4° respect des protocoles sanitaires proposés par les fédérations sportives, déclinés au niveau territorial par les ligues et comités sportifs de Guyane ;

5° tenue des compétitions sportives à huis clos, sauf pour les compétitions de haut niveau, sous réserve d'une autorisation accordée par le préfet ;

6° usage des vestiaires collectifs possible dans le cadre des activités scolaires, d'accueil collectif de mineurs, uniquement pour les mineurs d'un groupe constitué et encadré.

Les activités sportives pratiquées en dehors d'un établissement ou autre structure recevant du public respectent les mêmes conditions, sous réserve d'adaptation à la nature même de l'activité.

10° Le personnel encadrant doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

11° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

III. - Les sports de combat et les sports collectifs peuvent être pratiqués, en séances d'entraînement et pour les rencontres compétitives, s'ils sont encadrés par un entraîneur, un animateur diplômé ou un éducateur diplômé, et sous réserve de la production d'un protocole sanitaire adapté au lieu d'entraînement ou à la compétition envisagée.

IV. - Dans les communes classées en zone verte, les salles de sport, fitness et musculation, à vocation commerciale sont autorisées à ouvrir au public dans le respect d'un protocole sanitaire spécifique et en particulier des mesures suivantes :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;

2° la capacité d'accueil ne peut excéder 50 % de la capacité d'accueil de l'établissement ;

3° distance d'au moins deux mètres entre les appareils ;

4° gel hydro-alcoolique à disposition ;

5° port du masque hormis lors d'efforts intenses ;

6° utilisation de serviettes individuelles en protection du matériel ;

7° désinfection du matériel après chaque utilisation ;

8° fermeture des vestiaires.

10° Le personnel en contact avec le public doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

Article 17 – Salle d'exposition, salons, foires-expositions,

Les salles d'exposition, salons, foires-expositions, peuvent accueillir du public, dans les conditions suivantes :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;

- 2° lorsque le public est assis, un siège est laissé libre entre ceux occupés par chaque personne ou groupe de personnes partageant le même domicile ;
- 3° l'emplacement situé immédiatement derrière un emplacement occupé est laissé inoccupé ;
- 4° mise à disposition de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie ;
- 5° la capacité d'accueil ne peut excéder 50 % de la capacité d'accueil de l'établissement ;
- 6° toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans ces établissements porte un masque de protection ;
- 7° la consommation de boissons ou d'aliments dans la salle est interdite ;
- 8° le gestionnaire de l'établissement s'assure à tout moment du respect des dispositions mentionnées au présent article ;
- 9° Le personnel en contact avec le public doit présenter un pass sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;
- 10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

Article 18 – Bibliothèques et musées

Les bibliothèques, centres de documentation et musées peuvent accueillir du public, dans les conditions suivantes :

- 1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;
- 2° mise à disposition de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie ;
- 3° la capacité d'accueil ne peut excéder 50 % de la capacité d'accueil de l'établissement ;
- 4° toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans ces établissements porte un masque de protection ;
- 5° la consommation de boissons ou d'aliments dans la salle est interdite ;
- 6° le gestionnaire de l'établissement s'assure à tout moment du respect des dispositions mentionnées au présent article.
- 7° Le personnel en contact avec le public doit présenter un pass sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;
- 10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

Article 19 - carbets, manèges et attractions

I. - Les manèges et attractions peuvent accueillir du public dans le respect des conditions suivantes :

- 1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un passe sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;
- 2° Les clients doivent dès l'âge de 11 ans porter obligatoirement en continu un masque pour leurs déplacements.
- 3° Le port du masque est fortement recommandé dès l'âge de 6 ans.
- 4° Du gel hydro-alcoolique est mis à disposition du public aux entrées et sorties de chaque manège ou attraction. Il doit être positionné afin de s'assurer qu'il est effectivement utilisé par les clients.
- 5° Les clients doivent s'être nettoyés les mains au gel hydro-alcoolique avant d'accéder au manège.
- 6° Les sujets doivent être désinfectés quotidiennement, les points de contacts directs (poignées, volants,...) doivent l'être régulièrement (au minimum toutes les deux heures, sauf en l'absence d'usage).
- 7° La caisse de paiement doit être équipée d'une paroi hermétique,
- 8° Affichage obligatoire des consignes sanitaires, notamment en matière de distanciation physique et de port du masque et de la jauge d'accueil maximal du manège ou attraction.

9° Le personnel en contact avec le public doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

10° l'heure de fermeture au public est fixée à 22H30.

II. - Les activités touristiques et hébergements en carbets peuvent accueillir du public dans les conditions suivantes :

1° Les personnes d'au moins 12 ans et deux mois doivent présenter un pass sanitaire pour être accueillies, conformément à l'article 10 du présent arrêté ;

2° accueil de groupes de 10 personnes maximum ;

3° respect du protocole sanitaire de l'hôtellerie de plein air, campings et parcs résidentiels de loisirs de la FNHPA et du protocole proposé par la compagnie des guides de Guyane. ;

4° Le personnel en contact avec le public doit présenter un passe sanitaire à son employeur avant de prendre son service ;

Article 20 – Port du masque

I - Toute personne de onze ans ou plus circulant sur la voie publique ou dans lieu ouvert au public est tenue de porter un masque de protection :

- quand la distance de 2 mètres avec une autre personne ne peut pas être respectée ;
- dans une file d'attente ;
- en cas de regroupement de plusieurs personnes, dans la limite de 10 personnes ;
- en cas de participation :
 - à des rassemblements, réunions ou activités à caractère professionnel ;
 - aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires ;
 - aux cérémonies funéraires dans la limite de 50 personnes ;
 - à des manifestations mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure ;
 - à des meetings électoraux.

II. - Toute personne de onze ans ou plus qui accède à un véhicule, navire, pirogue, canoë-kayak, bateau à passagers effectuant du transport public collectif de voyageurs ou qui accède à un espace accessible au public et affecté au transport public de voyageurs (notamment les aéroports) est tenue de porter un masque de protection. Cette disposition s'applique également aux particuliers qui transportent des personnes, autres que celles composant le foyer familial, dans un véhicule terrestre, aéronef, navire, bateau, canoë-kayak ou pirogue.

III. - Toute personne de onze ans ou plus porte, à bord des aéronefs effectuant du transport public à destination, en provenance ou à l'intérieur du territoire guyanais, dès l'embarquement, un masque de type chirurgical à usage unique.

IV. - Toute personne de onze ans ou plus qui accède ou demeure dans un établissement clos recevant du public est tenue de porter un masque de protection. L'obligation du port du masque ne fait pas obstacle à ce qu'il lui soit demandé de le retirer pour la stricte nécessité du contrôle de son identité.

V. - Par exception aux I, II, III et IV, les personnes en situation de handicap ne sont pas tenues de porter un masque de protection.

CHAPITRE 3 : SANCTIONS

Article 21 :

La violation des dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article L3136-1 du code de la santé publique et à l'article 29 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé.

CHAPITRE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Article 22 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'État en Guyane, d'un recours administratif :

- par recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la région Guyane – Direction générale de la sécurité, de la réglementation et des contrôles (DGSRC/DOPS/SRPA) - CS 57008 – 97307 Cayenne cedex ;
- par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauvau – 75800 Paris cedex 08.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux adressé auprès du tribunal administratif de Cayenne, 7 rue Schœlcher – 97300 Cayenne.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou du deuxième mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

Article 23 :

L'arrêté n°R03-2021-10-27-00001 du 27 octobre 2021 portant mesures de prévention et restrictions nécessaires pour lutter contre la propagation de la COVID-19 dans le département de la Guyane est abrogé.

Article 24 :

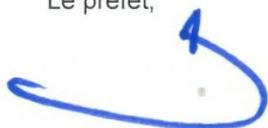
Le présent arrêté entre en vigueur à compter du samedi 30 octobre 2021 et est valable jusqu'au samedi 6 novembre 2021 inclus.

Article 25 :

Le sous-préfet, directeur général de la sécurité, de la réglementation et des contrôles, le sous-préfet de Saint-Laurent du Maroni, le sous-préfet des communes de l'intérieur, le recteur de Guyane, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane, le président de la Collectivité territoriale de Guyane et les maires des communes du département, le général commandant supérieur des forces armées en Guyane, le commandant de la zone maritime de la Guyane, le général commandant la gendarmerie de Guyane, le directeur territorial de la police nationale de Guyane, le directeur régional des douanes de Guyane, le directeur général des territoires et de la mer et le directeur général de la cohésion et des populations de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Guyane et dont une copie sera adressée, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cayenne, au président de la chambre de commerce et d'industrie de Guyane et au président de la chambre des métiers de Guyane pour diffusion aux professionnels concernés.

Cayenne, le 29 OCT 2021,

Le préfet,



Thierry QUEFFELEC